

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA JUSTICE, GTEB  
DES SCAUX

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HUMAINES

DIRECTION DE LA GESTION DES PERSONNELS  
GTEB DU PREMIER

6/6/87

M. BAY

/DSSJ /DGFP/-

Le présent arrêté délivré au titre de  
l'ordonnance n° 15-64 du 23 Août 1964 portant ratification  
de certaines dispositions de la Constitution du 3 Juillet 1979 ;

(n° 15) Journaliste niveau III des  
ordres de la catégorie A, hiérarchie I

(/ I.S.A.S. :

LA PRÉMIÈRE DU MARS,

(/u la Constitution du 3 Juillet 1979 ;

(/u la loi n° 15-64 du 7 Décembre 1964 portant ratification de l'ordonnance n° 15-64 du 23 Août 1964 portant modification de certaines dispositions de la Constitution du 3 Juillet 1979 ;

(/u la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant Statut Général des fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

(/u décret n° 2087/FI du 21 Juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

(/u le Décret n° 32-130/FI du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

(/u le Décret n° 32-157/FI du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant Statut Général des fonctionnaires ;

(/u le Décret n° 32-158/FI du 5 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

(/u le Décret n° 32-176/FI du 20 Juin 1965, réglementant l'avancement des fonctionnaires ;

(/u le Décret n° 34-470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant des dispositions du Décret n° 24-153/FI du 5 Juillet 1962 fixant les modalités d'indemnisation des fonctionnaires ;

(/u le Décret n° 34-471 du 31 Décembre 1974, portant réglementation des fonctionnaires ;

(/u le Décret n° 34-106 du 7 Août 1984, portant nomination du Premier Ministre ;

(/u le Décret n° 35-II-72 du 10 Décembre 1986, portant nomination des membres du Gouvernement ;

(/u le Décret n° 36-II-73 du 10 Décembre 1986, portant organisation des intitulés des membres du Gouvernement ;

(/u le Décret n° 35-260 du 5 Mars 1989, déterminant le circuit d'appropriation des actes mal écrits aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

(/u le Décret n° 37-24 du 20 Octobre 1982, portant Statut Particulier des cadres de l'Information ;

(/u le Décret n° 37-87 du 18 Juillet 1986, sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

(/u le Décret n° 37-279 /MITSIYENCE 6/6/87 portant inscription au titre d'avancement au titre de l'année 1985 des Journalistes N. 3 des cadres de la catégorie A, hiérarchie I de l'Information et dressant la liste des Journalistes N. 3 de ces mêmes cadres ayant obtenu l'avancement à trois (3) ans.

DECRETE.

...../....

*M. B. S. G.*

Article 1er : - Le 1er mai 1987 (au 1er) Journaliste niveau III  
l'ancien échelon des salaires à la date ci-dessus hiérarchie I de l'In-  
formation en stage à l'échelon 3 (au 1er) et l'année 1985  
en Brevé échelon du 1er mois d'août pour compter du 16 Janvier  
1986. AOO : réétabli.

Article 2 : - Conformément aux dispositions du Décret n°86/877 du  
10 Juillet 1986 susvisé, cet arrêté ne produira aucun effet  
financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : - Le présent Décret qui prendra effet du point de vue  
de l'ancienneté pour couvrir le la date ci-dessus indiquée sera  
enregistré, publié au Journal Officiel de la République Populaire  
du Congo et communiqué partout où nécessaire sera.

Par le Premier Ministre,

BRAZZAVILLE, le 6 JUIN 1987

Le Garde des Sceaux  
Ministre du Travail, de  
la Sécurité Sociale et de la  
Justice,

*Alphonse*   
Alphonse Léonard POUTGUI...

Commandant Diakhatié M...

AMPLIATIONS :

JORFC .....	1
MIPT/CAP .....	2
DFEP/SP .....	2
DGFP/DGPCE .....	6
LGPCE/TST .....	2
DGB .....	3
DCF .....	1
INTERESSÉ .....	1
DOSSIER .....	3
SGG/BC .....	2--

